

*Il faut profiter de Porto Alegre, au-delà du tintamarre médiatique, pour réfléchir au développement d'un monde plus juste.*

# Penser un nouvel ordre mondial

par JEAN-LOUIS BIANCO

Les gouvernements ont-ils tiré les leçons du 11 septembre? Quelles décisions ont-ils prises pour faire face à la frustration des peuples et au ressentiment antioccidental, ces inépuisables réservoirs à terroristes? Aucune. Les affaires suivent leur cours. Les conflits aussi. Les inégalités continuent à se creuser. Des millions d'enfants mourront cette année.

Remonter le niveau de l'aide au développement, refonder ce développement sur l'être humain paraissent à nos vieux pays repus une tâche inaccessible, dont on n'entend même plus parler. Dans notre provincialisme, le tintamarre médiatique se concentre sur les faits divers, les sondages préélectoraux et les mérites comparés de candidats autoproclamés au poste de Premier ministre. Peut-être, pourtant, l'empressement de nos ministres, ex-ministres et candidats ministres à se rendre au second forum social mondial de Porto Alegre, avec pour ambition d'y croiser quelque caméra nationale bienveillante, nous permettra-t-il d'exercer une influence pour que le monde corresponde un peu plus aux espérances de la majorité des hommes? C'est pourquoi Porto Alegre prend une importance encore plus grande même si le forum risque plus que jamais de se transformer en auberge espagnole.

Près de 60 000 personnes de tous les continents y sont attendues pour tenter de répondre à cette question qui aurait pu figurer parmi les colles posées par le jury de l'ENA: comment faire pour qu'un autre monde devienne possible? La presse internationale, séduite par cet improbable Woodstock intellectuel, s'est fait l'écho des thèmes débattus au premier forum. Gageons qu'il en sera de même cette année et que pourront progresser les idées novatrices.

Parmi les milliers de personnes qui se rendent à Porto Alegre, on retrouvera les Français qui, l'an dernier, avaient joué un rôle important autour du mouvement Attac, organisant près d'un cinquième des séminaires et ateliers de réflexion. Le Haut Conseil de la coopération internationale, qui a contribué à la rencontre préparatoire de Bamako, y sera présent à travers neuf de ses membres, Marie-Hélène Aubert (députée), Bertrand Gallet (Cités unies, France), Dominique Gianotti (FSU), Yannick Jadot (Solagral), Jean-Claude Lefort (député), Hubert Lesire-Ogrel (Fiddem), Gustave Massiah (Crid-Aitec), Monique Prim (Saint-Denis, forum des citoyens de la Méditerranée) et Henri Rouille d'Orfeuïl (Coordination Sud, Finansol).

A travers les 26 thèmes des grandes conférences annoncées, une question se dégage: comment conce-

voir un système de «gouvernance» mondiale qui ne se réduise pas à la loi de l'argent et au règne du plus fort. C'est là que nous, Français, pouvons jouer un rôle peut-être déterminant.

Tout d'abord en déconstruisant. Le mot «gouvernance» est un vieux mot de notre langue qui nous est revenu porteur d'un sens chargé d'idéologie. Tel qu'il

nous est proposé par les institutions financières internationales, il se fonde sur l'idée-force que le cadre politico-institutionnel défaillant des pays en développement est à l'origine de problèmes économiques que connaissent les pays d'Afrique, d'Amérique latine ou encore d'Europe orientale. Les réformes institutionnelles préconisées sont supposées faire progresser la démocratie et la lutte contre la cor-

*Au-delà du commerce, un ordre juridique international, fondé sur la justice, la démocratie et les droits de l'homme, reste à construire.*

ruption par les privatisations et un meilleur fonctionnement des marchés. La gouvernance, sous cette acceptation, est en fait synonyme de bonne gestion économique et administrative, telle qu'elle est vue par la pensée néolibérale dominante.

Implicitement, c'est une vision minimaliste de l'Etat, qui le réduit à un instrument de gestion technique des ressources publiques, à un cadre institutionnel et normatif facilitant le fonctionnement d'un marché déréglementé et intégré dans la

mondialisation néolibérale. La sphère du politique, lieu de détermination du projet de société et espace de la négociation démocratique, est totalement délaissée au profit de cette approche managériale. Ce projet tend à oublier et à dépolitiser le rôle de l'Etat. La légitimité démocratique des institutions publiques ne peut en sortir renforcée. Les réformes institutionnelles proposées résultent de la collaboration entre le gouvernement du pays concerné et des organismes multilatéraux, sans sanction démocratique des citoyens. Face à cette approche néolibérale des institutions de Bretton Woods, proposons une définition alternative de la gouvernance qui prendrait en compte l'économie mais aussi tous les domaines de la vie sociale et reposerait sur le souci primordial du respect des droits fondamentaux.

Evitons de reproduire des modèles importés. Il n'existe pas, en matière de développement, de schéma de référence universel de la bonne gouvernance.

Il faut prendre en considération la complexité et la diversité des histoires nationales et des systèmes sociaux afin de ne pas produire des réformes institutionnelles inadaptées aux réalités locales. Chaque société, à condition d'en respecter les particularités, peut développer ses propres modes de régulation, sa propre voie d'articulation du marché et de la démocratie. La gouvernance doit donc s'affirmer comme une construction historique nationale et politique.

Enfin, il ne saurait y avoir de bonne gouvernance au niveau local sans gouvernance globale. La mondialisation doit être maîtrisée. La tâche sera longue et rude, raison de plus pour l'entreprendre dès maintenant. Il y a urgence. Des formes institutionnelles supranationales, constituant des lieux démocratiques de débat pour un arbitrage équitable des biens publics mondiaux, restent encore à inventer. Au-delà du

commerce, un ordre juridique international, fondé sur la justice, la démocratie et les droits de l'homme, reste à construire. Qui ne voit que l'ONU, mais une ONU profondément réformée, devrait occuper la place centrale de ce processus pour réorganiser et démocratiser les institutions internationales, pour les rendre plus transparentes, plus représentatives, plus ouvertes à la société civile?

A Porto Alegre, dans un mouvement qui n'est pas dépourvu d'ambiguïtés ni de contradictions, c'est bien un autre monde que nous pouvons commencer à rêver, à imaginer et à construire ●

**Jean-Louis Bianco** est président du Haut Conseil de la coopération internationale.